

ETUDES ET DOCUMENTS

L'ALGERIE FACE A LA MONDIALISATION

SOURCE : ENERGIES - TOTAL

Nous reprenons ci-après le texte d'un entretien accordé par le président de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika, à la revue de Total, *ENERGIES* (édition d'octobre 2003), dans lequel il dresse un tableau du rôle que peut jouer son pays dans le concert des nations.

Energies – Aujourd'hui, comment se présente le bilan socio-économique de l'Algérie ?

Abdelaziz Bouteflika – La situation socio-économique actuelle est l'aboutissement d'une évolution qui a commencé avec l'indépendance du pays. Après une période de forte inflation, l'Algérie a renoué avec la croissance économique : + 2,4 % en 2000, + 3,2 % en 2001, + 4,2 % en 2002. Et l'on prévoit + 5,2 % en 2003, l'objectif étant + 7 à + 8 % par an en termes réels afin de réduire le lancinant problème du chômage et de la pauvreté. La croissance démographique qui était de 3,2 % n'est plus que de 1,6 %. Nous assistons aussi à une maîtrise de l'inflation grâce à la rigueur budgétaire (le taux de 4 % en 2001 étant dû à la croissance de la masse salariale). L'inflexion à la baisse est sensible : moins de 2 % en 2002. La mise en place du nouveau tarif douanier a contribué à cette décélération malgré un glissement du dinar par rapport à l'euro. C'est ainsi que les taux d'intérêts directeurs sont actuellement inférieurs à 10 %, alors que par le passé ils dépassaient 24 %, décourageant tout acte d'investissement. L'encours de la dette extérieure (qui est de 23 milliards de dollars fin 2002) décroît depuis 1996 pour se limiter à 42 % du PIB en 2002. Rapporté aux recettes en devises du pays (exportations de biens et de services), cet encours a été divisé par trois. Des actions sont menées pour une poursuite de la consolidation des finances publiques, reflétée par l'amélioration du solde budgétaire et du solde global du trésor.

Des résultats palpables sont enregistrés au niveau des secteurs Mines, Electricité-Hydrocarbures. Deux lois importantes ont été votées, celles des Mines et de l'Electricité et celle du transport du gaz par canalisation, qui offrent des opportunités importantes au secteur privé national et international. La modernisation et l'ouverture du secteur Hydrocarbures, dont la gestion gagne de plus en plus en transparence grâce à la généralisation des appels d'offre, ont permis de réaliser d'importantes économies de gestion ainsi que d'augmenter les capacités de Sonatrach (1). L'augmentation de notre production de brut permettra à l'Algérie d'avoir une participation plus active au sein de l'OPEP, la part exportée de la production nationale devant passer du tiers à plus de 50 % en 2010.

D'une manière générale, la solvabilité financière de l'Algérie se renforce grâce à la rigueur budgétaire qui sera maintenue dans les années à venir. Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique de concorde civile et les efforts remarquables des forces de sécurité et de l'Armée ont contribué à améliorer nettement la situation sécuritaire, permettant ainsi de consolider les résultats enregistrés en matière socio-économique. Cela dit, nous sommes conscients que de nombreuses insuffisances perdurent. Certains secteurs n'ont pas suivi l'évolution générale et il faudra du temps pour mettre en place un nouveau management capable de maîtriser la gestion et d'inculquer une nouvelle culture d'économie de marché. ▷

▷ Parallèlement, il nous faut veiller à assurer une symbiose entre la dynamique économique et la dynamique sociale, entre l'efficacité économique et la justice sociale ; car le succès de l'économie repose sur la satisfaction des besoins sociaux.

Energies – La construction européenne et son élargissement peuvent-ils constituer une opportunité supplémentaire de développement pour l'Algérie ? Quels sont les liens de l'Algérie avec les cinq pays du processus de Barcelone, à savoir l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la France ?

Abdelaziz Bouteflika – Les accords signés par la Tunisie, le Maroc et l'Algérie pour une zone de libre-échange avec l'Europe répondent aux défis de la mondialisation et devraient nous permettre de profiter des avantages comparatifs mondiaux. L'adhésion à la zone de libre échange avec l'Europe, ainsi qu'à l'OMC, aura en définitive des répercussions positives, car ce que nous perdons à court terme sera récupéré à moyen et long termes.

Je pense que le Maghreb n'a pas d'autre alternative que de s'adapter à la mondialisation : sans insertion euro-méditerranéenne, le Maghreb sera bien davantage exposé aux aléas des marchés avec le risque d'une marginalisation croissante. Je pense que l'intensification de la coopération Europe-Maghreb fondée sur un véritable co-développement permettrait de modifier les comportements et de les inscrire dans une perspective dynamique, profitable aux populations de la région et au bassin méditerranéen tout entier.

A cet égard, il me semble nécessaire que l'Europe développe les actions susceptibles de favoriser les équipements souhaitables à l'intérieur de cet ensemble qui va s'ouvrir aux pays de l'Europe centrale et orientale. Pour sa part, l'Algérie est disposée à contribuer à l'élargissement de cet espace européen. Pour preuve, Sonatrach a initié de grands projets structurants reconnus d'intérêt régional prioritaire par l'Union européenne. Aux deux gazoducs ralliant l'un l'Espagne *via* le Maroc, l'autre l'Italie *via* la Tunisie, dont la capacité sera renforcée, vont d'ajouter deux autres ouvrages relient directement notre pays à ces deux partenaires européens. Ainsi, des accords conclus avec l'Espagne et l'Italie envisagent la réalisation, en partenariat avec différents opérateurs européens, de deux gazoducs sous-marins (Medgaz et Galsi) et de deux câbles électriques. La mise en place de ces câbles électriques ainsi que les liaisons en fibre optique qui vont les compléter bénéficieront de la pose de ces deux gazoducs, ce qui favorisera l'économie globale de ces projets.

Le gazoduc Medgaz, dont les études de faisabilité sont achevées, reliera directement l'Algérie à l'Espagne et possèdera une capacité de 10 milliards de m³. Le projet de gazoduc Galsi, d'une capacité similaire, reliera la Sardaigne pour desservir les marchés italien et européen en gaz naturel. Le câble électrique devant interconnecter les réseaux algérien et européen *via* le réseau espagnol est d'une capacité de 2 000 MW, et celui devant alimenter l'Italie *via* la Sardaigne d'une capacité de 1 000 MW. D'autres actions de coopération sont menées également par Sonatrach au niveau européen, telles la réalisation de l'unité de production de propylène de Tarragone, près de Barcelone, avec la société allemande BASF, du terminal de regazéification en Galice ou toujours en Espagne, du projet de cogénération électrique avec la société espagnole Cepsa dont Total est actionnaire à hauteur de 45 %. L'ensemble de ces opérations s'inscrit dans la perspective du partenariat euro-méditerranéen, sans oublier que l'Algérie comme la France, et d'une manière générale l'Europe, accordent une importance particulière au développement de l'Afrique. C'est dans ce cadre que se situe le projet de gazoduc (Nigal) entre le Nigeria et la côte méditerranéenne. Ce projet s'inscrit dans la Nouvelle initiative pour le développement durable en Afrique (NEPAD).

▷

▷ Interconnecté au réseau algérien, il contribuera à l'approvisionnement gazier de l'Europe et induira des effets socio-économiques importants dans les pays de transit tout en contribuant à la protection de l'environnement. Ce projet sera sous-tendu par un axe transsaharien reliant la Méditerranée à Lagos (Nigeria) et par un câble de fibres optiques suivant le même itinéraire.

Ces exemples démontrent que l'Algérie participe concrètement à la construction de l'espace euro-méditerranéen, en espérant que cette construction européenne ne se réalisera pas au détriment des pays du Sud de la Méditerranée, notamment de notre pays et de l'Afrique en général. D'autant plus que l'économie européenne dépendra de plus en plus, surtout à l'horizon 2010/2020, du pétrole et du gaz. L'Algérie, en tout cas, est disposée à assurer la sécurité d'approvisionnement de l'Europe. C'est dans cet esprit qu'est intervenue la directive gaz de 1998 dont l'objectif vise à libéraliser le marché de l'électricité et du gaz. L'Algérie se félicite que ses efforts, en collaboration avec l'ensemble des producteurs, aient été couronnés de succès. En effet, la Commission européenne a souligné l'importance des contrats à moyen et long termes pour sécuriser les approvisionnements de l'UE.

Toutefois, la clause de destination concernant les contrats gaziers pose problème et peut pénaliser les pays producteurs du fait du prix de cession assez faible et du coût de l'investissement très élevé. Consciente que cette clause va à contre-courant de l'esprit du Traité de Rome, l'Algérie a proposé le partage du différentiel de prix entre les compagnies locales et les compagnies clientes, si les cargaisons sont détournées vers un pays où les prix sont plus élevés. Lors des deuxièmes assises du Forum des pays exportateurs de gaz qui s'est tenu à Alger en novembre 2002, j'avais d'ailleurs insisté sur la nécessité de dégager de nouvelles voies et de nouveaux moyens dans les rapports entre les différents acteurs de l'industrie gazière, loin de toute confrontation avec les pays consommateurs et les compagnies pétrolières.

Energies – Quel est le poids des relations politiques, des échanges commerciaux, des investissements et des échanges culturels avec la France ? Peut-on parler d'une interdépendance, notamment en matière énergétique ? Quels sont les domaines que vous souhaiteriez développer en priorité ?

Abdelaziz Bouteflika – Les relations entre la France et l'Algérie sont souvent passionnées, et cela pour des raisons historiques. Mais nous sommes convaincus que, du fait, de la densité de nos rapports économiques et humains, les difficultés seront surmontées dans l'intérêt bien compris de chaque pays. Cela dit, les pays entretiennent des relations naturellement très variées.

Ainsi, les trois dernières années ont enregistré une nette progression des échanges globaux. La France est le deuxième client de l'Algérie (15 % en moyenne de ses exportations) derrière l'Italie et devant les Etats-Unis, et le premier client hors OCDE à égalité avec la Pologne. L'Algérie fournit à la France environ 25 % de son approvisionnement en gaz naturel. Mais, fait notable, les exportations hors hydrocarbures se sont élevées à environ 100 millions d'euros, faisant de la France le premier débouché des exportations algériennes hors hydrocarbures (22 %) devant l'Espagne (18,8 %) et l'Italie (8,8 %).

Ces évolutions positives s'inscrivent dans le cadre de la politique de refondation des relations bilatérales, décidée par nos deux gouvernements sur la base d'un partenariat stratégique. Le retour des grands groupes français dans de nombreux secteurs d'activité a favorisé la conclusion de contrats à hauteur d'environ 650 millions d'euros en 2001. ▷

▷ Les entreprises françaises peuvent participer encore davantage au processus de privatisation et de mise à niveau du tissu industriel algérien.

En bref, les possibilités sont immenses dans les hydrocarbures comme hors hydrocarbures. Elles sont à la mesure de nos ambitions et des défis qu'une histoire commune mouvementée et des intérêts communs nous imposent.

Energies – Quelles sont les relations de l'Algérie avec les Etats-Unis ? Envisagez-vous de tisser des liens plus étroits avec d'autres régions du monde, avec diverses zones d'influence politique ou de libre-échange économique ?

Abdelaziz Bouteflika – Il faut replacer les relations algéro-américaines dans le contexte plus large des relations des Etats-Unis avec l'ensemble de la région méditerranéenne et avec le continent africain. Nous sommes conscients que l'Algérie n'est qu'un maillon de cette chaîne en termes de vision stratégique. Les échanges commerciaux algéro-américains sont relativement faibles, mais sont appelés à se développer avec la poursuite du processus de libéralisation. De plus, l'initiative Eizenstat (qui couvre l'Afrique du Nord) pour des accords de libre-échange avec des pays méditerranéens devrait être dynamisée, car elle ne représente actuellement qu'un montant dérisoire. Pour le moment, les échanges algéro-américains concernent principalement les hydrocarbures. Ce sont les compagnies américaines qui ont accompagné Sonatrach dans ses réalisations, au cours de ces dernières années : on citera le gazoduc Pedro Duran Farell réalisé par Bechtel, la découverte du gisement de Hassi Berkine par Anardarko, ou encore la réalisation des projets de développement de gisements de pétrole et de gaz par le groupe Halliburton. Il existe une nette volonté des compagnies américaines d'investir en Algérie, montrant ainsi que ce pays demeure attractif pour l'industrie américaine des hydrocarbures, encouragée en la matière par son gouvernement.

Au-delà du secteur des hydrocarbures, l'Algérie est disposée à intensifier sa coopération avec les Etats-Unis d'Amérique dans d'autres segments porteurs et structurants. Je pense notamment aux nouvelles technologies de la communication, secteur d'avenir s'il en est, qui prend un caractère de plus en plus marchand et diffuse la croissance à d'autres activités ; à l'agriculture et aux industries de transformation.

Energies – L'union du Maghreb arabe (UMA), qui regroupe l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie, a tenu récemment un sommet à Alger. Comment se positionne l'Algérie au sein de l'UMA et quelles sont ses relations avec le Maroc ? Comment se situe l'Algérie au sein de l'économie régionale du Maghreb et du Machrek (2) ?

Abdelaziz Bouteflika – L'Algérie inscrit son action stratégique dans le cadre de l'édification du Maghreb arabe, persuadée que là réside la seule voie fiable pour un développement régional. Bien entendu, les divergences conjoncturelles doivent être surmontées afin de pouvoir entreprendre une harmonisation de nos politiques économiques. Cette harmonisation pourrait se faire à travers une monnaie unique, une banque centrale, une bourse, une université maghrébines. L'Algérie, du fait de ses avantages comparatifs dans les hydrocarbures, n'a jamais ménagé ses efforts pour transcender les problèmes mineurs au profit des intérêts stratégiques de notre région : pour preuve, les gazoducs reliant l'Espagne *via* le Maroc, et l'Italie *via* la Tunisie, et qui profitent à nos deux pays voisins. Dans cet esprit et dans le cadre du conseil ministériel maghrébin chargé de l'Energie et des Mines, il est possible de développer des actions de coopération intenses à travers les différentes commissions. ▷

▷ Energies – En conclusion, monsieur le Président ?

Abdelaziz Bouteflika – Je crois à l’avenir de l’Algérie, qui sortira de la crise multiforme qu’elle traverse. Le salut passe par la consolidation de la démocratie et par l’économie de marché - laquelle ne saurait être assimilée au capitalisme sauvage. Il s’agit pour nous de prendre en compte les nouvelles mutations du monde, tout en intégrant la justice sociale dans le processus des réformes économiques.

La dernière décennie a été une rude épreuve pour tous les Algériens. Depuis les événements du 11 septembre 2001, la communauté internationale a pris enfin la mesure des dangers du terrorisme. Il est certain que la manière la plus sûre de lutter contre ce fléau réside dans une aide soutenue au développement des pays du Sud et dans l’instauration de rapports équilibrés entre pays riches et pays pauvres. L’avenir de l’humanité s’inscrit dans une perspective solidaire, tout comme le nôtre se rattache solidairement à celui du bassin méditerranéen.

(1) *Compagnie nationale algérienne, premier groupe pétrolier en Afrique et dans le bassin méditerranéen, onzième groupe pétrolier mondial.*

(2) *Le Mashrek désigne l’ensemble des pays arabes du Moyen-Orient et du Nord-Est de l’Afrique (Egypte, Libye).*

